

Nous n'en sortirons jamais, parce que nous acceptons ces taux d'intérêt exorbitants, parce que nous contribuons à laisser exploiter les municipalités, les commissions scolaires ou les provinces. C'est une des raisons pour lesquelles les provinces se réunissent présentement à Ottawa.

Au fait, quand les provinces se réunissent ici, ce n'est pas pour traiter de questions sociales, de questions d'humanisme ou de questions linguistiques, c'est pour discuter uniquement d'argent. A mon sens, le gouvernement fédéral devrait assumer ses responsabilités, afin d'être en mesure de fournir aux provinces les sommes d'argent dont elles ont besoin pour s'administrer à des taux d'intérêt social, à des taux d'intérêt raisonnable et non pas au taux usurier moyen de 8½ p. 100 que les autorités de la ville de Saint-Jean viennent de payer sur un emprunt de \$480,000.

C'est là une absurdité abominable, respectée et conçue même par nos administrateurs. Le gouvernement ne peut donc plus taxer davantage, monsieur l'Orateur, car les gens manquent d'argent pour faire vivre convenablement leurs familles. Des maisons, des terres, des propriétés sont vendues pour des taxes. Les produits agricoles se vendent mal ou ne se vendent pas du tout, de même que les produits des manufacturiers, et ce non pas parce qu'ils ne sont pas bons, mais bien parce que ceux qui en auraient besoin n'ont pas d'argent pour les acheter. Ils n'ont pas d'argent pour les acheter, parce qu'il y a trop de taxes, trop d'impôts, bref, parce que les prix et le coût de la vie sont trop élevés.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je dois interrompre l'honorable député pour lui rappeler que, malheureusement, son temps de parole est écoulé.

L'honorable député pourrait peut-être bénéficier de la collaboration de la Chambre et continuer à faire ses remarques pendant quelques moments encore. D'accord?

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Malheureusement, il n'y a pas unanimité.

[Traduction]

M. Alastair Gillespie (Etobicoke): Monsieur l'Orateur, dans mon premier discours à la Chambre j'aimerais signaler à la Chambre le fait qu'Etobicoke est une nouvelle circonscription. Elle comprend une grande partie de l'ancienne circonscription d'York-Ouest, qui fut représentée à la Chambre avec beaucoup de distinction par M. Robert Winters.

Les terres, les rivières et les habitants de cette région ont joué un rôle important dans le développement initial de notre pays. Il y a plus de trois siècles, on y trouvait déjà com-

[M. Latulippe.]

merce, exploration et découvertes. Sa population vivait d'espoirs plutôt que de souvenirs. Elle aspirait à améliorer son sort, et travaillait dans ce sens. Elle cherchait une vie meilleure pour elle-même et pour les autres.

Il en va de même aujourd'hui. Notre préoccupation devant l'avenir doit s'inspirer des mêmes principes. C'est dans ce contexte que j'aimerais parler de certaines conditions de vie qu'il nous faut créer au Canada pour assurer notre essor. Je tiens surtout à parler de la situation qu'il nous faut créer pour les investissements en vue d'encourager un point de vue canadien vigoureux et d'étayer la confiance dans nos institutions, en partant de la nécessité de réformer la Chambre et ses procédures.

On a exposé tant de fois et de façon si convaincante les faits concernant l'inflation que je n'ai pas l'intention de rappeler tous les arguments invoqués. Je me bornerai à signaler les problèmes que posent le financement du secteur public et celui de la future croissance économique du secteur privé.

Certains disent, monsieur l'Orateur, que le plein emploi et l'inflation vont de pair; qu'on ne peut profiter des avantages de l'un sans payer le prix de l'autre. Ils iraient même jusqu'à affirmer qu'une inflation modérée est une bonne chose, que les affaires y gagnent, que cela favorise la prospérité et fait marcher l'économie. J'estime, monsieur l'Orateur, que rien n'est plus dangereux. C'est la plus nuisible de toutes les philosophies; elle engendre un climat d'euphorie passagère qui rappelle les pathétiques efforts du narcomane qui, au début de son accoutumance, essaie de faire croire à la sagesse de sa propre folie. En 15 ans, une dépréciation d'un pour cent par année de la valeur de notre monnaie signifie une moins-value de 15 p. 100. Qui prêtera \$100 aujourd'hui, monsieur l'Orateur, s'il ne peut espérer que \$85 en remboursement?

Les fonds qui sont utilisés pour financer les déficits du gouvernement et les besoins extra-budgétaires, pour acheter les obligations fédérales, provinciales ou municipales, représentent surtout l'épargne collective de millions de Canadiens. Ce sont les primes qui sont payées sur les polices d'assurance-vie et les déductions faites sur les chèques de paie hebdomadaire pour les futures pensions. Pourtant, dans de nombreux milieux, s'est manifestée une tendance à identifier ceux qui achètent les obligations avec les «nantis», comme si les bénéficiaires des emprunts étaient les «dépourvus». Certes, il est temps de reconnaître qu'ils ne font qu'un.

Le point à faire ressortir, monsieur l'Orateur, est le suivant. Les besoins extra-budgétaires du gouvernement fédéral, plus les dépenses des gouvernements provinciaux et municipaux vont nécessiter tous les ans des